

Jeudi 11 octobre 2007

De la parole aux actes

A lire les slogans des partis et à entendre les promesses des candidates et des candidats des différents bords, on peut parfois avoir le sentiment que, pour défendre les grandes priorités de notre société, chaque formation politique s'engage avec la même force et la même énergie. Mais les paroles, on le sait, s'envolent... et la réalité doit être mesurée à l'aune des faits. A ce titre, la dernière session de la législature des Chambres fédérales, qui vient de se terminer, est riche d'enseignements. Exemples.

Le savoir et la connaissance étant pour l'instant nos uniques matières premières, les investissements dans la formation et la recherche sont jugés prioritaires par l'ensemble du monde politique. C'est ce qui avait conduit le Conseil national à voter, il y a près d'un an, lors de la session décentralisée aux Grisons, une motion qui demandait une hausse des crédits de formation, de recherche et d'innovation de 8% par an. Mais à l'heure de passer aux actes, l'élan de Flims s'est arrêté net ! S'alignant sur le Conseil des Etats, la majorité de droite du Conseil national, lors de cette dernière session, s'est contenté d'une hausse de 6% de ces crédits pour la période 2008-2011.

De plus, la question des bourses d'études reste en suspens. Or, aujourd'hui, le taux d'accès aux hautes écoles reste très limité dans notre pays, en comparaison internationale. De plus, alors que le nombre d'étudiantes et d'étudiants a augmenté en Suisse de 19% entre 1997 et 2005, les montants alloués aux bourses ont quant à eux diminué de 10% en huit ans. L'OFS précise même que si l'on tient compte de l'inflation, l'enveloppe des soutiens à la formation a chuté de 24% depuis 1993. Le canton de Vaud, à l'inverse de la tendance générale, a choisi d'augmenter ses aides ; mais il ne pourra pas à lui seul faire face au désengagement de la Confédération dans ce domaine.

Le Parti socialiste défend une politique de la formation et de la recherche ambitieuse et de qualité. Pour élargir et démocratiser l'accès aux formations supérieures, il revendique l'augmentation des moyens accordés aux bourses d'études. Parce que les revenus des parents ne doivent pas déterminer l'avenir de leurs enfants.

Autre grand thème de campagne, le soutien aux familles. En effet, l'ensemble des partis en conviennent, la politique familiale est devenue une thématique nationale. A tel point qu'avec l'avènement tant attendu du congé maternité, après 60 ans de lutte, et l'aboutissement de l'harmonisation des allocations familiales, quinze ans après le dépôt de l'initiative parlementaire de la socialiste Angeline Frankhauser, la politique familiale a connu au cours de la dernière législature une certaine progression.

Mais, en comparaison internationale, la Suisse reste à la traîne... Il n'existe toujours pas, sur le plan national, de prestations complémentaires pour les familles en situation de pauvreté. Plus grave encore, les familles ne bénéficiant pas du minimum vital continueront de payer des impôts, dans certains cas. Lors de cette dernière session parlementaire, la majorité de droite du Conseil des Etats a en effet refusé d'entrer en matière sur le projet d'exonération fiscale des plus démunis, élaboré par le Conseil national.

Dans le même temps, le National adoptait une motion de l'UDC demandant une diminution de l'impôt sur les entreprises de 8,5 à 5%. En clair : 3,7 milliards de perte sèche pour les collectivités publiques !

Pas d'allègement d'impôts pour les familles pauvres, mais un gros cadeau fiscal pour les entreprises ! La droite majoritaire peine à s'engager véritablement pour les familles...

Le Parti socialiste se bat pour améliorer le pouvoir d'achat des familles ; il réclame notamment des indexations automatiques des salaires et une augmentation des allocations familiales. Parce qu'être salarié et avoir une famille ne doit pas être synonyme de précarité.

Enfin, alors que la classe politique déplore la sous-représentation des femmes au Parlement, elles ne sont que 24% à siéger au Conseil national, seul le Parti socialiste présente une liste paritaire de 9 candidates et 9 candidats.

Voter socialiste, c'est faire le choix de passer de la parole aux actes.

Chantal OSTORERO, Parti socialiste, Grandvaux ;
District de Lavaux-Oron